Quelle reconstruction dans la campagne alsacienne au lendemain des guerres du XVII^e siècle ?

What rebuilding policy in rural Alsace after the 17th century wars?

Wie sah der Wiederaufbau im elsässischen ländlichen Raum nach den Kriegen des 17. Jahrhunderts aus?

Jean-Michel Boehler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2404>

DOI : 10.4000/alsace.2404

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2016

Pagination : 11-25

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Jean-Michel Boehler, « Quelle reconstruction dans la campagne alsacienne au lendemain des guerres du XVII^e siècle ? », *Revue d'Alsace* [En ligne], 142 | 2016, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 17 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2404> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2404>

Quelle reconstruction dans la campagne alsacienne au lendemain des guerres du XVII^e siècle ?

Le mot « reconstruction », qu'il convient de resituer dans son contexte historique, revêt une signification polysémique, dès lors qu'il investit des domaines aussi divers que ceux de l'archéologie, de l'architecture, de la politique, de la chirurgie, de la philosophie, de la psychologie et de la linguistique. Replacé dans son cadre temporel et au vu de ses résultats, il désigne, pour l'historien, l'action de reconstruire ce qui a été détruit, soit au lendemain d'une guerre, soit lors d'une catastrophe naturelle : la guerre et le cataclysme correspondent en effet aux risques majeurs auxquels l'humanité se trouve constamment confrontée, toutes périodes confondues.

La notion de reconstruction à l'époque moderne

Peut-on transposer la notion de « reconstruction », apparemment très contemporaine, dans un passé plus lointain sans risquer le néologisme ou l'extrapolation ? C'est en effet après 1945 que le mot revêt sa pleine signification avec la reconstruction de l'Europe accompagnée d'importants moyens (la création, en France, d'un ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme fin 1944, le plan Marshall en 1947). C'est sans doute le Doyen Georges Livet, participant activement et simultanément à la commémoration du tricentenaire des Traités de Westphalie (1648-1948) et à la célébration de la Libération de 1945, qui, en promoteur avisé, a été le premier historien à utiliser le mot de « reconstruction », celle-ci étant resituée dans son environnement historique : la reconstruction de l'Europe rejoignait, toutes proportions gardées, celle qu'avait connue l'Alsace trois siècles plus tôt, au prix d'une curieuse correspondance entre l'histoire que l'on écrit et celle que l'on vit.

Or, entre les deux dates, les conditions ont radicalement changé, même s'il s'agit, de part et d'autre, d'une reconstruction essentiellement matérielle. En 1948, l'impulsion venait clairement de l'État ; après 1648,

l'initiative appartenait également aux autorités mais, à côté de celle du roi (édits de novembre 1662, de décembre 1682, de janvier 1685 et de novembre 1687), coexistait celle des nombreux seigneurs locaux qui se partageaient le territoire alsacien, en l'occurrence le prince-évêque de Strasbourg, la Ville de Strasbourg, le duc Mazarin, le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade-Durlach, l'électeur palatin et bien d'autres. Quant aux acteurs de la reconstruction, à partir du moment où, enfermés dans une culture de l'oralité, ils ne se racontent guère, ils se montrent peu disert sur les opérations qui ne nous sont donc connues qu'à travers le prisme, unilatéral et quelque peu déformant, de la documentation officielle, prompte à placer le « bien » ou la « conservation des sujets » avant le bénéfice des gouvernants. Par ailleurs, l'Alsace représentait, au milieu du XVII^e siècle, un cas particulier à l'échelle de l'hexagone, tout en accusant une étroite parenté avec les campagnes rhénanes, et cette spécificité renvoie à deux réalités fondamentales : la proximité de la frontière, abcès de fixation des conflits successifs, et le processus progressif de « rattachement » de la province à la couronne de France. Il s'agissait donc en priorité de remettre en état les bâtiments entièrement ou partiellement démolis, mais également l'ensemble des infrastructures (terroirs et moyens de communication), le plus souvent à l'identique, dans le but de restaurer les anciennes fonctions mises à mal : la reconstruction apparaît ainsi fréquemment comme un retour à « l'âge d'or », volontiers idéalisé, qu'était censé avoir été, et « de temps immémorial », celui d'avant les guerres. Sécurisant sur le plan des mentalités, un tel mode de pensée peut-il déboucher sur le dynamisme économique, lui-même entravé par le manque de capitaux, de main-d'œuvre et de bétail ?

Par son ampleur et sa durée, une telle reconstruction éclipse les reconstructions, ponctuelles et limitées dans l'espace, survenues au lendemain des catastrophes naturelles comme, parmi d'autres, l'érosion catastrophique survenue à Grendelbruch en 1724¹, celles, répétitives, qu'ont connu le Vignoble ou le Val de Villé², les tempêtes et ouragans, les incendies dévastateurs ou encore l'engloutissement par le Rhin du village de Kunheim, dans la Hardt, en 1765³. Elle s'étend en fait sur plus d'un demi-siècle (1648-1720) et, à ce stade de la démonstration, on ne fera pas l'économie d'une présentation succincte du type de guerre qu'a

1. Jean VOGT, « Un exemple d'érosion catastrophique des sols en montagne (Grendelbruch en 1774) », *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Molsheim et environs*, 1972, p. 11-13.

2. Jean-Michel BOEHLER et Dominique LERCH, *Moissons d'histoire (XV^e-XIX^e siècle). Jean Vogt : un demi-siècle de recherches sur l'histoire de la campagne alsacienne (1952-2005)*, Strasbourg, Société savante d'Alsace et Société académique du Bas-Rhin, 2015 (Recherches et documents, t. 86), p. 23-27 et 43-98.

3. Jean VOGT, « La destruction du village de Kunheim par un sapement du Rhin à partir de 1765 », *Bulletin de la Société des Amis du Musée régional du Rhin et de la Navigation*, 5, 1993, p. 49-50.

connu l'Alsace, dans ses campagnes, au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle. En effet, la reconstruction ou les reconstructions successives ne sauraient présenter l'image d'une opération linéaire, programmée et orchestrée une fois pour toutes, dans la mesure où des guerres en chapelet se suivent de façon répétitive pendant des dizaines d'années. L'inséparable diptyque destruction-reconstruction revêt donc une réelle originalité par rapport aux conflits postérieurs.

Le pourquoi : quel type de guerre ?

De 1618 à 1715, c'est une guerre qui n'en finit pas, même si la guerre de Trente Ans (1618-1648) semble, par son ampleur et sa durée, éclipser celles qui la suivent (la « brandebourgeoise » de 1672 à 1678, ponctuée par les campagnes de Turenne ; la « palatine » de 1688 à 1697, avec la menace que fait planer la dévastation du tout proche Palatinat), la guerre de succession d'Espagne (1701-1714) ouvrant enfin une période de paix relative, même si elle épargne une grande partie de l'Alsace. Mais ce qui rend artificielle la distinction classique entre guerre et paix, c'est l'imbrication constante entre destruction et reconstruction qui ramène sans cesse les villageois, nous dit-on dans la région de Colmar⁴, aux « incommodités des guerres précédentes », compte tenu des « alarmes continuelles que vivent les habitants » qui « tremblent comme des lièvres » et s'empressent d'enfermer « toutes les volailles et autres choses de facile prise », pour reprendre les formules évocatrices de l'Hermine⁵, les obligeant à reconstruire, parfois sous la protection de la garnison⁶ et à transporter en Suisse, au moindre cliquetis d'armes, tout ce que l'église paroissiale contient de précieux⁷, dans la crainte d'une nouvelle « guerre des Suédois » qui aura décidément marqué de façon traumatisante la mémoire collective. Du fait de ce processus cumulatif d'une série de guerres successives qui laissent peu de répit, d'hostilités à rebondissements qui s'éternisent, la reconstruction ne pourra donc être qu'aléatoire et provisoire.

Toutes proportions gardées et à l'échelle de l'époque, ces guerres soutiennent la comparaison avec une guerre « mondiale » contemporaine, puisqu'elles opposent les deux grandes puissances européennes de l'époque que sont celles des Habsbourg et des Bourbon. Or, le danger

4. Archives départementales du Haut-Rhin (ADHR), E dépôt 30 et EE 2/10-35 : requête des habitants de Guémar, s.d. (1673-1674).

5. Mémoires de Jacques de L'Hermine publiées par Michèle MAGDELAINE, *Guerre et paix en Alsace au XVII^e siècle*, Paris, 1981, p. 200.

6. ADHR, 25 J 165, Sainte-Croix-en-Plaine (seconde moitié du XVII^e siècle).

7. Camille OBERREINER, « Notes et documents. Comment, en 1673, les Cernéens, pris de peur, mirent leurs trésors à l'abri en Suisse », *Revue d'Alsace*, 1929, p. 712.

venant à présent moins du sud que de l'est, l'Alsace se trouve située aux premières loges, dans ce couloir rhénan qui canalise les armées, fortes seulement de 20 000 à 40 000 hommes chacune, mais entraînant derrière elles jusqu'à 100 000 civils qualifiés par les textes de « *Völker* ». Or les « partis » (« *Parteien* ») – Suédois, Croates, Lorrains, Impériaux, Français – se comportent de la même façon, qu'ils soient amis ou ennemis (« *Freund oder Feind* »).

Mais l'essentiel n'est pas le combat, accompagné de marches et de contremarches, le choc frontal cédant fréquemment la place à des opérations d'escarmouche, d'embuscade, de guérilla, sans véritable conception stratégique d'ensemble. Les combats d'envergure, comme ceux que livre Turenne à Entzheim le 4 octobre 1674 ou à Turckheim le 5 janvier 1675, sont relativement rares. D'autre part, le siège des places fortes concernant exclusivement les villes, petites ou grandes (Obernai et Benfeld en 1622, Saverne en 1636), on pourrait en conclure que les villages, qui n'ont guère d'intérêt stratégique, sont à l'abri de la guerre. Ce serait occulter le poids des réquisitions d'hommes, des corvées, des charrois de paille ou de grains (construction du fort de Huningue en 1679, siège de Philippsbourg pendant la guerre de Hollande, défense des lignes de la Lauter pendant la guerre de succession d'Espagne), qui sont autant de prélèvements opérés sur les forces vives de la campagne. Ce serait surtout mal connaître la nature des initiatives dont le but est moins de tuer que d'épuiser l'adversaire, c'est-à-dire de l'affaiblir en s'en prenant à son ravitaillement et à ses réserves : la guerre est donc essentiellement destructrice et prédatrice. C'est que l'armée n'étant pas encore une armée régulière, la guerre n'étant pas encore une guerre « réglée » sous le contrôle des États qui en tireront une partie de leur légitimité, les opérations sont laissées à la discrétion de bandes de mercenaires, soudards occasionnels mal contrôlés par des entrepreneurs privés, qui, en hommes d'affaires et moyennant un système de sous-traitance à des capitaines, les embauchent et les rémunèrent. L'armée-entreprise, à la discrétion de *condottieri*, véritables seigneurs de la guerre affichant une grande indépendance à l'égard du pouvoir central, et fondée sur le mercenariat, est aux antipodes d'une armée nationale.

Il convient donc de replacer ces conflits à l'ancienne dans le temps court, celui vécu au jour le jour par les contemporains qui ne nous transmettent pas de savants traités stratégiques, ni même de belles chroniques manuscrites ou illustrées à la manière de celles de Grimmelshausen en Allemagne ou de Jacques Callot en Lorraine. La documentation dont nous disposons, de nature narrative ou épistolaire, apporte des témoignages dispersés

et éclatés, mais souvent concordants⁸. Elle peut émaner du seigneur, prescripteur de droits, qui réagit à une époque où rien ne fonctionne plus, ni les rouages de la justice, ni la perception des impôts. La situation peut laisser des traces dans les comptabilités des communautés ou dans la correspondance entre les autorités locales et les autorités seigneuriales (par exemple celles du bailliage de Barr et la Ville de Strasbourg), comme dans les brèves annotations des curés ou pasteurs en marge de tel registre paroissial (« *Annalen und contingentia* », « *Notanda digna* ») ou encore dans quelque précieuse chronique paroissiale à l'image de celle de Jepsheim entre 1647 et 1707⁹.

Ces témoignages, qu'il appartient à l'historien de recouper, nous renseignent sur la véritable nature des guerres d'ancien type¹⁰ et nous renvoient l'image d'une guerre « totale » qui touche la population civile plus que l'armée elle-même, du fait de la double violence exercée sur les hommes et les biens, elle-même conditionnée par deux circonstances qui se conjuguent : l'absence d'intendance militaire et de casernement, la guerre devant « nourrir la guerre » selon l'expression de Gustave-Adolphe ; l'irrégularité du paiement de la solde, ce qui conduit le combattant à se dédommager au détriment de la population sous la forme de « passades » pendant la belle saison, souvent au prix de la dévastation des terres mises en culture ou du piétinement des récoltes en herbe, et d'« étapes », « logements » ou quartiers d'hiver lors de la mauvaise saison, au sein même de l'habitat villageois ; car l'armée ne fait pas que passer comme le ferait une armée en marche : elle s'installe en vivant sur le pays dont les ressources suffisent à peine, dans une conjoncture de pénurie, à nourrir les habitants.

Il ne s'agit pas moins que d'épuiser méthodiquement la région en s'en prenant non seulement aux habitations, mais à l'outil de production lui-même. Réquisitions de vivres ou de fourrage – certaines se faisant certes contre remboursement – et demandes de rançon font figure de pillages déguisés, tandis que les « chenapans », qualifiés tour à tour de « maudite

8. Jean-Michel BOEHLER, *Une société rurale en milieu rhénan : la paysannerie de la plaine d'Alsace (1648-1789)*, Strasbourg, 1995, t. I, p. 167-242 et « La guerre au quotidien dans les villages du Saint-Empire au XVII^e siècle », in *Les villageois face à la guerre (XIV^e-XVIII^e siècle)*, Actes des XXII^e Journées internationales d'Histoire de l'Abbaye de Flaran, Toulouse, 2000, p. 65-88.

9. ADHR, Archives paroissiales de Jepsheim, chronique des pasteurs Ecart (à partir de 1633) et Nardin (à partir de 1673), A. Birkel, dactyl., 1981, Ms 279 (1633-1705).

10. André CORVISIER, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1798*, Paris, 1976, « La guerre à l'époque moderne », *Bulletin de l'Association des historiens modernistes*, 1979, p. 73-77, et *Les hommes, la guerre et la mort*, Paris, 1985 ; Myron P. GUTMANN, « Putting, Crises in Perspective. The impact of War on civilian Population in the seventeenth Century », *Annales de démographie historique*, 1977, p. 101-128 ; Geoffrey PARKER, *The Thirty Year's War*, Londres 1984, trad. française, Paris, 1987 ; Volker PRESS, *Kriege und Krisen, Deutschland 1600-1715*, Munich, 1991 ; Franco CARDINI, *La Culture de la guerre, XVI^e-XVIII^e siècles*, trad., Paris, 1992.

engeance », de « fils de Satan » ou de « diables vivants », s'adonnent au vandalisme, à la torture – mesure de rétorsion à la moindre résistance – et à nombre de défolements liés à une folie collective, destructrice et prédatrice¹¹, bien davantage qu'à une pratique de la « terre brûlée » : cette dernière serait à l'origine de la mise à feu de villages entiers, qui, selon les témoignages des contemporains, aurait touché entre le cinquième et le quart des localités du Saint-Empire¹². Dans la mesure où l'on se comporte en brigand plutôt qu'en soldat, la loi du plus fort veut que le droit de la guerre prime sur celui des gens et qu'une sorte de « morale » guerrière prenne le pas sur la déontologie militaire. Face à de telles exactions, les mesures prises paraissent dérisoires : elles sont fondées tantôt sur l'autodéfense (édification de palissades, organisation de tours de garde dans le village même ou sur la ligne fortifiée du Rhin, levée de milices territoriales), nourries par un réel patriotisme enraciné dans le terroir, car c'est sa propre terre que l'on défend, tantôt sur la protection (recours aux « lettres de sauvegarde » délivrées par certaines autorités seigneuriales, comme celles qu'octroie la Ville de Strasbourg aux ressortissants de ses bailliages ruraux, ou encore refuge derrière les murs des villes fortifiées comme Saverne en 1622, Obernai en 1632, puis entre 1672 et 1679, et Barr en 1675). Certaines de ces petites villes voient leur population doubler en peu de temps et sont confrontées à l'afflux de réfugiés déferlant « *mit Sack und Pack* », disent les textes, avec cheptel, fourrage et victuailles. Par conséquent, après avoir payé la guerre de façon directe, en logeant et en nourrissant la soldatesque, les villageois seront appelés à la financer une seconde fois, indirectement par l'impôt de guerre : à l'« ustensile » français correspond la « *Kontributionsteuer* » allemande. Débourser, travailler, loger, nourrir : voilà ce qu'on demande à la population civile. Une guerre de ce genre appelle, à moyen et long terme, une reconstruction particulière¹³.

11. Ingomar BOG, *Die bäuerliche Wirtschaft im Zeitalter des dreissigjährigen Krieges*, Erlangen, 1952 p. 109-119 : l'auteur invoque la *Etappenplünderung*.

12. Elie BRAKENHOFFER, *Voyages en France, 1643-1644*, éd. Lehr, Strasbourg, 1927, p. 2, description du Ried méridional et L'Hermine, éd. MAGDELAINE, p. 120-121 description d'Altkirch en 1676.

13. François Jacques HIMLY, « Les conséquences de la guerre de Trente Ans dans les campagnes alsaciennes », in *Deux siècles d'Alsace française, 1648-1848*, Strasbourg, 1948, p. 15-52. Jean-Michel BOEHLER, *op. cit.*, t. I, p. 242-357 et « La reconstruction agraire en Europe (1648-1725) : concept et réalité », in *350^e anniversaire des Traités de Westphalie (1648-1998) : une genèse de l'Europe, une société à reconstruire*, Actes du colloque international, Université Marc Bloch, Strasbourg, 1999, p. 289-298 ; « Les conséquences à long terme des guerres du XVII^e siècle en Alsace : l'élaboration d'un « modèle rhénan », in *Les malheurs de la guerre*, volume 1, *De la guerre à l'ancienne à la guerre réglée*, Actes du 119^e Congrès du CTHS, Amiens, 1994, Paris, 1996, p. 201-217 ; « La reconstruction agraire au lendemain des guerres du XVII^e siècle : l'exemple de la campagne alsacienne (1648-1725) », *Enquêtes rurales, Cahiers de la MRS de Caen*, 7, 2000, p. 7-34.

Le comment : quel type de reconstruction ?

L'épisode de la reconstruction nous renvoie d'emblée au bâtiment rural, considéré comme le test d'un essor démographique et d'une relative prospérité économique ou, à l'inverse, d'une régression démographique et économique. Il faut cependant attendre la deuxième moitié du XVIII^e siècle pour saisir la corrélation positive entre population et construction. Mais, au siècle précédent, la sensibilité du bâti aux accidents de la conjoncture ne nous autorise pas pour autant à adopter la légende tenace de nombre de villages qui auraient été entièrement détruits, voire rayés de la carte : la désertification sans appel, qui s'inscrit en réalité dans la longue durée, appartient à un autre âge, celui des *Wüstungen* médiévales¹⁴. La prétendue « disparition » d'Ittlenheim revient en fait à un « déménagement » de ses habitants à Neugartheim avant la reconstitution, encouragée par l'évêque et la Ville de Strasbourg, de l'ancien tissu villageois entre 1694 et 1726¹⁵. Dans l'ensemble, il s'agit, en utilisant des matériaux de récupération, de rebâtir ou de ravauder les maisons endommagées, comme le montre l'état comparé des bailliages de Bouxwiller et de Brumath entre 1649-1652 et 1672-1684¹⁶.

Compte tenu de l'imbrication des phases de destruction et de reconstruction, il est difficile d'établir un bilan qui soit incontestable. Si le vignoble et les abords du Jura semblent avoir mieux résisté à la destruction, en partie du fait de l'utilisation de la pierre à la place du bois, on estime à la fin du XVII^e siècle que, depuis le début de la guerre de Trente Ans, à peine 10 % des maisons d'habitation de la plaine ont totalement disparu, la proportion avoisinant les 20 % si on inclut les dépendances, habitations, granges et étables confondues¹⁷. Mais ce sont 30 à 60 % des fermes qui se trouvent hors d'usage, privées de bâtiments d'exploitation, ces derniers étant partiellement démolis ou endommagés, provisoirement abandonnés ou vendus à des prix dérisoires : moyennant le remboursement en une dizaine d'annuités, on peut s'approprier une ferme pour moins de 200 livres tournois... L'historien, prisonnier de ses sources, se doit d'avouer son ignorance quant à l'ampleur des dégâts. Risquons

14. Wilhelm ABEL, *Die Wüstungen des ausgehenden Mittelalters*, Stuttgart, 1976 ; Alexander STRAUB, *Les villages disparus en Alsace*, Strasbourg, 1887 ; André HUMM, *Villages et hameaux disparus de Basse-Alsace. Contribution à l'histoire de l'habitat rural*, Strasbourg, 1971.

15. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), Archives municipales de Strasbourg, Archives nationales (AN), voir Jean-Michel BOEHLER, *op. cit.*, t. I, p. 264-266 ; François Joseph FUCHS, « Contribution à l'histoire démographique du Kochersberg (XV^e-XVII^e siècle) : disparition et repeuplement d'Ittlenheim », *Bulletin de la Société d'histoire de Saverne et environs*, III-IV, 1960, p. 14-16.

16. ADBR, E 1752/2 et 1579.

17. Jean-Michel BOEHLER, *op. cit.*, t. I, p. 168-175.

néanmoins un bilan : moins de 5 % de maisons inhabitables et moins de 35 % de fermes totalement abandonnées, l'ensemble nécessitant sans doute davantage de travaux de réparation que de coûteuses constructions nouvelles. Pour cerner les unes et les autres, il aurait fallu pouvoir disposer d'un état précis des dommages, ce qui n'est pas le cas, dans la mesure où il n'existe pas, comme après 1945, d'organisation officielle et centralisée d'une aide aux victimes : les directives seigneuriales¹⁸ s'avèrent être aussi vagues que l'état des dégâts constatés lors des expertises : bâtiments en ruines ou réduits en cendres, granges ou étables croulantes, toitures effondrées, bois pourri, chaux à refaire¹⁹... mais encore ? Marc Grodwohl a certes, avec prudence et pertinence, relevé scrupuleusement les dates, si elles apparaissent, sur les éléments constitutifs de la maison du Sundgau²⁰ en vue d'établir une datation que la dendrochronologie permet de confirmer. Mais si le processus même de la reconstruction nous échappe, c'est que l'architecture rurale est une architecture sans architecte. Même s'il fait appel à des artisans spécialisés comme le charpentier, le villageois se fait lui-même bâtisseur, après avoir été le concepteur de sa maison en fonction d'un environnement humain, économique et psychologique, système complexe dans lequel se mêlent un certain nombre de valeurs, de traditions mises au point au fil des siècles et de besoins adaptés au mode de vie. Les réalisations se faisant souvent hors comptabilités, il est assez rare de trouver des contrats avec quelque corps de métier que ce soit, tout au plus des reconnaissances de dettes griffonnées sur des bouts de papier épars, si elles ont échappé à la destruction au fil des générations.

La condition première de la reconstruction réside en définitive dans le repeuplement consécutif à l'amputation par les guerres du capital humain. Là encore, le dépeuplement étant rarement brutal et définitif, l'historien se pose bien des questions dont certaines demeurent sans réponse : combien sont-ils à être restés au village coûte que coûte ou à être revenus chez eux après avoir trouvé provisoirement refuge derrière les murailles de la ville ? combien sont-ils à accourir d'ailleurs en tant que migrants ? Seule une analyse serrée des registres paroissiaux, si toutefois ils remontent suffisamment dans le temps et s'ils ne sont pas victimes de la césure documentaire liée aux périodes de guerre, permet de répondre aux deux premières interrogations, tandis que, paradoxalement, l'immigration lointaine a donné lieu à de nombreuses études. « *Keine lebendige Seel allda* » (« ici il n'y a pas âme qui vive ») : la réflexion de la comtesse Dorothée-

18. À l'exemple de celle du duc de Wurtemberg, le 19 septembre 1660 (AN, K 2195/2 n° 15).

19. ADBR, E 1572 et 1579, bailliages de Bouxwiller (1649-1650) et de Brumath (1672 et 1684).

20. Marc GRODWOHL, « Maisons rurales et sources historiques », in Jean-Michel BOEHLER, Dominique LERCH et Jean VOGT (dir.), *Histoire de l'Alsace rurale*, Strasbourg, 1983, p. 283.

Diane de Hanau-Lichtenberg²¹, évoquant la situation dans la seigneurie de Niederbronn, rejoint d'autres considérations catastrophistes du même genre, nourries a posteriori par les causeries au coin du feu ou amplifiées par la mémoire collective au fil des générations. En réalité, la campagne alsacienne aura perdu, selon les endroits, entre le tiers et les deux tiers de sa population, ce qui est considérable, mais néanmoins inférieur aux 70 à 90 % de pertes enregistrées par nos voisins rhénans, Wurtemberg et Palatinat, pour la seule guerre de Trente Ans²².

Par ailleurs, la guerre, facteur aggravant à n'en pas douter, ne saurait expliquer à elle seule ce reflux qui s'inscrit dans la trilogie apocalyptique du « *pestes, bellum et famis* », une armée de passage pouvant néanmoins favoriser la paupérisation et la contagion au sein d'une population préalablement affaiblie par la sous-alimentation ou la malnutrition. C'est que, s'inscrivant dans une conjoncture défavorable et dans des conditions désastreuses d'alimentation et d'hygiène, la guerre est un phénomène complexe à variables multiples, indissociables et cumulatives. Les « malheurs de la guerre », évoqués en termes pathétiques ou esquissés en teintes sombres, sont en fait inséparables des famines et des mortalités et peuvent rendre compte, par ailleurs, de l'augmentation des décès en même temps que de l'ajournement des mariages et de la chute des conceptions. Le dépeuplement à moyen et long terme, assez proche par son ampleur de celui du modèle rhénan, ainsi que des densités faibles, de l'ordre de 50 à 60 habitants au kilomètre carré, peuvent ainsi s'expliquer par un faisceau concordant de facteurs défavorables dont il est parfois difficile de démêler l'écheveau. En revanche, on peut invoquer, pour y remédier, outre les mécanismes de compensation et le rajeunissement de la population, un processus de rattrapage qui, loin de fonder une réelle supériorité par rapport à d'autres régions, fait fonction de rééquilibrage homéostatique au lendemain des guerres. Une croissance de l'ordre de 100 à 200 % de la population au XVIII^e siècle rattache l'Alsace, du fait d'un tel rattrapage, à un « modèle rhénan », bien éloigné du modèle français qui rend compte d'une augmentation modeste, de l'ordre de 30 % seulement. Et si les guerres étaient à l'origine d'un singulier, mais trompeur, dynamisme démographique? Par ailleurs, la dépopulation se trouve partiellement

21. Rodolphe REUSS, *L'Alsace au XVII^e siècle...*, Paris, 1897-1898, t. I, p. 123 et 293.

22. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, t. I, p. 124-132. Gebhard BISKUP, *Die landesfürstlichen Versuche zum wirtschaftlichen Wiederaufbau der Kurpfalz nach dem dreissigjährigen Kriege (1648-1674)*, Frankfurt, 1932, p. 1-20. Günther FRANZ, *Der dreissigjährige Krieg und das deutsche Volk. Untersuchung zur Bevölkerung und Agrargeschichte*, rééd., Iena, 1979. Helmut JAEGER, « Der dreissigjährige Krieg und die deutsche Kulturlandschaft », in H. K. HAUSHOFER et W. A. BOELCKE, dir., *Wege und Forschungen der Agrargeschichte*, Francfort/Main, 1967, p. 130-132. Friedrich Wilhelm HENNING, *Landwirtschaft und ländliche Gesellschaft in Deutschland*, Paderborn, 1985, t. I, p. 226. Willi A. BOELCKE, *Wirtschaftsgeschichte Baden-Württembergs...*, Stuttgart, 1987.

neutralisée par l'immigration, plus individuelle et familiale que massive, en provenance de pays confrontés à un surpeuplement relatif par rapport aux ressources dont ils disposent et à des difficultés économiques liées au manque de terres ou de travail. Face au pôle répulsif que constituent la Suisse, l'Autriche, le Tyrol ou le Vorarlberg, l'Alsace dépeuplée a pu paradoxalement jouer le rôle de région attractive, capable de fournir de la terre et du travail, en dehors de l'indispensable bois de construction distribué en vertu d'ordonnances seigneuriales relativement généreuses.

Il en va de même du relatif dynamisme économique du XVIII^e siècle qui se fonde, par un effet de rattrapage analogue, sur le marasme du siècle précédent (sous-exploitation des terres dont beaucoup sont en friche, sous-production agricole, effondrement de la demande et dépression des prix de l'ordre de 60 à 70 %, pénurie de cheptel). À la fin du XVII^e siècle, l'exploitant se trouve pris dans un véritable étau : une terre relativement bon marché mais néanmoins inaccessible, compte tenu de la paupérisation ou d'un endettement sans précédent, à des taux de 30 à 50 % en moyenne, qu'accompagne un amortissement plombé par la cherté de l'argent et l'absence d'érosion monétaire ; des charges incompressibles – gages des domestiques, prix des semences, fermages et impôts – au moment où les prix des grains sont au plus bas, faute d'un nombre suffisant de consommateurs, et la main d'œuvre rare et chère. L'érosion du capital d'exploitation va en effet de pair avec la raréfaction du potentiel humain et, par voie de conséquence, le coût élevé du travail : les employeurs ont de quoi se plaindre des salaires excessifs, selon eux, qu'ils versent à leurs domestiques, de plus en plus revendicatifs, au moment où leur propre profit s'effondre. Les historiens allemands, Günther Franz et Wilhelm Abel en tête, invoquent la théorie de la crise (*Agrarkrisentheorie* suite à la *Katastrophentheorie*), ce qui n'a rien d'abstrait dès lors qu'une miche de pain vaut le prix d'un arpent de vignes et qu'une paire de bœufs s'échange contre une quinzaine de sacs de grains ! Le nécessaire retour à la « normalité », celle d'avant 1550, explique pourquoi l'Alsace, en pleine reconstruction entre 1650 et 1725-1730, abordera la « révolution agricole » du XVIII^e siècle, fondée sur la montée des prix et des profits, avec un sensible retard, mais sous les apparences, parfois trompeuses, d'une forte progression et les faux semblants d'un dynamisme économique. Pour l'instant, les particuliers se ruinent au même titre que les communautés, parfois acculées à mettre leurs biens patrimoniaux en vente.

Un des aspects les plus importants de la reconstruction réside dans la reconstitution des droits. La guerre a eu comme conséquence l'extension de terres abandonnées – 25 à 65 % des terroirs en Alsace comme

dans le Brisgau²³ –, qui sont par définition des « terres mortes » ayant succombé à la double offensive de la forêt et des friches. À l'origine de cet abandon, on peut incriminer des facteurs d'ordre technique (manque de main d'œuvre et de cheptel), conjoncturel (passage de troupes, réquisitions, fourragements) ou psychologique (un véritable malthusianisme agraire étant la réponse à l'interminable série des dévastations et des prélèvements). De façon à assurer les défrichements et à attirer de nouveaux occupants, les édits royaux leur garantissent l'octroi des terres « vacantes », d'abord au cas où l'ancien propriétaire ne se serait pas manifesté dans un délai de trois à six mois, ensuite au bout de douze ans, enfin à titre de jouissance à perpétuité, ces assouplissements successifs traduisant les difficultés de la reconstruction et assurant une garantie contre les éventuels risques d'éviction. S'y ajoutent, pour rendre l'offre plus alléchante, l'exonération temporaire d'impôts, généralement pendant six ans, et l'attribution gratuite de bois de chauffage et de construction. Ces édits s'organisent autour de quelques concepts simples visant avant tout à favoriser l'homme, principale richesse et mesure de toute chose, sans perdre de vue que le repeuplement est source de revenus.

Fausse générosité? Mansuétude forcée? Maquillage de concessions intéressées? Certes, mais si cela constitue un appel aux immigrants, précieuse main-d'œuvre, en provenance essentiellement de la Suisse ou des pays de l'Empire, ce n'est pas une garantie contre les manœuvres de « chasseurs de primes », prêts à aller défricher ailleurs, une fois la période d'exemption fiscale écoulée. À la faveur des troubles, bien des terres se trouvent aliénées pour une bouchée de pain, accaparées ou usurpées sans autre forme de procès *per injurias temporum*, les terres « caduques » étant volontiers assimilées à des terres « vacantes » à la suite de défrichements plus ou moins réguliers. Or la remise en ordre nécessite, entre 1650 et 1720-1730, une génération bien fournie de terriers et la paysannerie devra faire face à la fois aux efforts d'appropriation de terres de la part d'un certain nombre de citadins, mécanisme fatal que la guerre aura facilité et que le processus de l'endettement aura nourri, et aux assauts d'une « réaction seigneuriale » qui, inconcevables en période de pénurie, se développeront au XVIII^e siècle. Ce sont là autant de tentatives d'appropriation à la faveur de la guerre, mais elles ne sont pas accompagnées de l'éviction systématique des ruraux par les non ruraux, comme c'est le cas en Ile-de-France ou en Poméranie, par exemple, à la même époque. Cette offensive foncière, qu'elle vienne de la bourgeoisie ou des privilégiés, trouvera paradoxalement sa réplique dans la consolidation de la propriété paysanne. En effet la guerre aura conduit les grands propriétaires rentiers – seigneurs, institutions

23. Albrecht STROBEL, *Agrarverfassung im Übergang...*, Fribourg-Munich, 1972 et Jean-Michel BOEHLER, *op. cit.*, t. I, p. 203-209.

religieuses et charitables – à devoir brader les locations, sous peine de ne pas trouver d'amateurs (ne vaut-il pas mieux avoir un fermier au rabais que pas de fermier du tout?) et à proposer des conditions très avantageuses en particulier en développant la formule de l'emphytéose (*Erblehn* ou *Hoflehn*) devenue une sorte de propriété déguisée pour les exploitants qui auront su profiter de l'aubaine. La paysannerie bénéficie donc, pour un temps et dans ses couches supérieures, de conditions d'accès à la terre fort avantageuses, l'emphytéose de fait, largement usurpée, prolongeant souvent la légitime emphytéose de droit et les exploitants n'étant guère disposés à renoncer aux avantages acquis. L'assimilation frauduleuse entre biens caducs et biens emphytéotiques survivra à la période de la reconstruction pour ressurgir au moment crucial de la mise en vente des biens nationaux²⁴. Conjoncturelle, réelle ou feinte, cette apparente générosité du pouvoir n'est pas faite pour durer : le rétablissement d'impôts tombés en désuétude, la substitution à l'emphytéose de baux à court terme, plus productifs et plus souples, la personnalisation des fermages, l'amodiation des terres et des dîmes aux enchères, la reprise parfois brutale de certains biens vacants au nom du principe « nulle terre sans seigneur » sont autant d'aspects d'une réaction rentière et fiscale qui met fin à la séquence de la reconstruction et permet l'adaptation à la conjoncture nouvelle qui s'installe au XVIII^e siècle. Le but recherché va à présent au-delà du rétablissement de l'ordre dans les affaires seigneuriales ; avec le progrès du fermage spéculatif, l'objectif est le profit, ce dernier étant inégalement partagé.

Quant au paysan lui-même, c'est sans relâche, mais dans la plus grande discrétion, qu'il continue à rebâtir, défricher et cultiver – selon la trilogie « *bauen, graben, pflanzen* » de Maurice de Nassau, sans doute applicable à l'Alsace –, parfois sans méthode et sans contrôle, au prix de nombre de « défrichements sauvages », de tentatives d'usurpation ou d'accaparement et moyennant un retour aux modèles anciens et aux rythmes séculaires : fidélité au vieil assolement et à ses obligations sécurisantes, priorité à l'autosubsistance en cette période de pénurie, recours occasionnel à des cultures commerciales dès lors qu'elles garantissent quelques rentrées d'argent, absence d'innovations techniques... Mais on ne le voit pas réellement travailler, pas davantage qu'on ne le voit bâtir. Il faudra plusieurs générations pour sortir de cette période de convalescence.

Reste la dimension morale et spirituelle que revêt la reconstruction : après une période de vacance du culte, c'est à la fois le relèvement des églises

24. Jean-Michel BOEHLER, « De la reconstruction agraire à la mise en vente des biens nationaux : possession de la terre, conjoncture agraire et rapports sociaux dans la plaine d'Alsace (XVII^e-XVIII^e siècles) », *Histoire, Économies, Sociétés*, 1999, p. 43-62 et « L'art d'être propriétaire sans l'être tout en l'étant. Pratiques emphytéotiques dans la campagne alsacienne aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Revue d'Alsace*, n° 140, 2014, p. 79-96.

– profanation ou délabrement des lieux sacrés, pénurie ou vieillissement de desservants, relâchement de l'autorité religieuse, aliénation des biens fonds des paroisses – et la réaction contre le relâchement de la discipline ecclésiastique qui sont de mise ; c'est également la lutte contre le laxisme des mœurs empreintes de violence et de paganisme, car l'angoisse et le sentiment aigu de culpabilisation, qui devraient conduire à Dieu, ont pu donner lieu à bien des déviances, comme l'attestent les derniers procès en sorcellerie. Les visites pastorales²⁵ montrent que c'est le tissu même de la vie religieuse et morale qui est à reconstituer. Or réparer les pertes matérielles est une chose, enrayer le relâchement spirituel en est une autre : œuvre de longue haleine que cette restauration de la discipline ecclésiastique et des vertus ancestrales ; c'est une autre forme de reconstruction qui, elle, se situe dans le droit fil de la Réforme de l'Église.

Faut-il inscrire cette reconstruction multiforme dans le contexte politique ? La guerre se solde en définitive par le renforcement du pouvoir des princes et l'éclatement de la carte territoriale de l'Alsace, que le pouvoir royal lui-même ménage en 1648, n'est pas sans rappeler la situation de la *Kleinstaaterei* allemande qui échappe de plus en plus au pouvoir de l'empereur. La féodalité se trouve confirmée et les seigneurs locaux, munis d'un certain nombre de droits régaliens attachés à la supériorité territoriale, s'accommodent fort bien du droit de souveraineté qui appartient au roi seul. Mais de telles considérations ne sont-elles pas étrangères aux préoccupations des contemporains empêtrés dans les difficultés de la vie quotidienne ?

Étalée dans le temps, complexe et multiforme, lente à produire ses effets, la reconstruction échappe souvent aux historiens, d'autant plus facilement que le concept n'apparaît guère dans les textes. Vouloir l'extraire de son contexte, alors qu'elle se situe au carrefour de contingences politiques, démographiques, économiques et sociales, serait s'exposer à mutiler un épisode majeur qui s'insère, par ailleurs, dans la longue durée. La campagne alsacienne bénéficie, au sortir de cette singulière aventure, d'un irremplaçable capital d'expérience et d'énergie, qui lui sera utile au XVIII^e siècle, comme si d'un mal pouvait sortir un bien. La reconstruction ne saurait donc être considérée ni comme une construction de l'esprit, ni comme une extrapolation à partir d'événements récents survenus au cours du XX^e siècle, mais comme une mutation profonde au sein de la modernité.

25. Diocèses de Bâle et de Strasbourg (voir Jean-Michel BOEHLER, *op. cit.*, t. III, p. 2012-2013).

Résumé

Quelle reconstruction dans la campagne alsacienne au lendemain des guerres du XVII^e siècle ?

Mise à la mode historiographique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la problématique de la « reconstruction » porte avant tout sur les réparations matérielles. Celle qui suit les guerres du XVII^e siècle, entre 1648 et les années 1720, tient compte à la fois des spécificités de la campagne alsacienne et du type de guerre pratiqué (rebondissement des conflits, dévastations et épuisement des ressources). Multiforme, elle est d'abord une reconstruction démographique, dans laquelle l'immigration tient une large part, le repeuplement bénéficiant, de la part du roi ou des seigneurs territoriaux, d'édits de défrichement particulièrement avantageux. Sur le plan économique, elle se solde souvent par un retour à l'âge d'or, mythique et idéalisé, des temps anciens : plus apparents que réels, les progrès qu'elle induit seront en effet tardifs (XVIII^e siècle) et relèveront souvent d'un simple rattrapage. De même, l'indispensable reconstruction religieuse et morale renoue également avec les valeurs traditionnelles et les usages séculaires. La reconstruction revêt ensuite, de la part des grands propriétaires fonciers, l'apparence d'une patiente reconstitution des droits face à l'usurpation des biens « caducs » et à l'instrumentalisation d'une emphytéose fréquemment usurpée par les exploitants. Sur le plan politique enfin, elle renforce l'autorité des princes territoriaux face au pouvoir souverain de l'empereur ou du roi.

Zusammenfassung

Wie sah der Wiederaufbau im elsässischen ländlichen Raum nach den Kriegen des 17. Jahrhunderts aus?

In die Mode gekommen in der Geschichtsschreibung nach Ende des zweiten Weltkriegs, beschäftigt sich das Thema Wiederaufbau überwiegend mit der gegenständlichen Wiederherstellung. Der Wiederaufbau, der nach den Kriegen des 17. Jahrhunderts, zwischen 1648 und den 1720ziger Jahren stattfand, berücksichtigt zugleich die Besonderheiten des elsässischen ländlichen Raums und die Art der Kriegsführung (Wiederentflammen der Konflikte, Zerstörungen und Mangelerscheinungen). Vielgestaltig, ist er jedoch zuerst ein demographischer Wiederaufbau bei dem die Einwanderung einen großen Anteil hat. Die Wiederbevölkerung wird, seitens des Königs und der Landesherren durch besonders großzügige

Erlasse zur Urbarmachung von Land, begünstigt. Aus wirtschaftlicher Sicht ergibt sich eine Rückkehr zu den goldenen, mythischen oder verklärten, alten Zeiten: mehr offensichtlich als wirklich greifen die eingeleiteten Fortschritte erst spät (18. Jhdt.) und sind oft nur ein Nachholen. Auch der unabdingbare religiöse und moralische Wiederaufbau orientiert sich an traditionellen Werten und jahrhundertalten Gebräuchen. Danach erscheint der Wiederaufbau auf Seiten der Großgrundbesitzer als ein geduldiges Wiedererlangen ihrer Rechte gegenüber betrügerischer Aneignung und wiederrechtlichen Instrumentalisierung der Erbpacht seitens der Landwirte. Auf dem politischen Gebiet erstarkt die Autorität der territorialen Herrscher gegenüber König oder Kaiser.

Summary

What rebuilding policy in rural Alsace after the 17th century wars?

The notion of « reconstruction », as popularized shortly after World War II, mainly concerns the material aspect of things. Reconstruction after the 17th century wars, between 1648 and 1720, took into account both the specific character of rural Alsace and the type of war that had been waged (repeated conflicts, the devastation and exhaustion of natural resources). Coming in various shapes, it is principally a demographic reconstruction where immigration plays a major role, the resettlement measures taken by the king or by local squires favoring the clearance of farmland. Economically speaking, it often appears as a return to the past, a mythical and idealized vision of the « good old days » : the progress induced by reconstruction is more apparent than real- effective only in the 18th century- and no more than a revamping process. Likewise, the indispensable religious and moral reconstruction is based on traditional values and age-old customs. For wealthy landowners it meant a meticulous reclaiming of rights that had been threatened by the fraudulent use of « invalid » property and by farmers claiming an emphyteutic lease of the land. Last, politically reconstruction gave new strength to local princes versus the sovereign power of the emperor or of the king.